



Le budget de l'État voté pour 2019

en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)



**Le budget
de l'État voté
pour 2019**
en quelques chiffres
(Loi de finances initiale)



Évaluation des recettes perçues par l'État en 2019

(art. 98 de la loi de finances initiale pour 2019)

en millions €

RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Impôt sur le revenu (produit net)	70 426
Impôt sur les sociétés (produit net)	31 445
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	13 145
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	129 182
Autres contributions fiscales	29 334
Total des recettes fiscales nettes (A)	273 532

RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Dividendes et recettes assimilées	6 243
Produits du domaine de l'État	663
Produits de la vente de biens et services	1 314
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	488
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	1 377
Divers	2 402
Total des recettes non fiscales (B)	12 487

RECETTES NETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B) 286 019

PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales</i>	<i>40 575</i>
<i>Prélèvements au profit de l'Union européenne</i>	<i>21 443</i>
Total des prélèvements sur recettes (C)	62 018

FONDS DE CONCOURS (D) 5 337

TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D) 229 338

BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours) 2 352

COMPTES SPÉCIAUX 209 142

Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2019

(art. 98 de la loi de finances initiale pour 2019)

en millions €

BUDGET GÉNÉRAL

RESSOURCES :

Recettes fiscales brutes	409 415
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	135 883
Total des recettes fiscales nettes	273 532
Recettes non fiscales	12 487
Recettes résultant de fonds de concours	5 337
<i>A déduire : Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	62 018
Total des ressources nettes du budget général (A)	229 338

CHARGES :

Dépenses relatives aux missions	468 550
Dépenses correspondant aux fonds de concours	5 337
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	135 883
Total des charges nettes du budget général (B)	338 004
SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C=A-B) [*]	-108 667

BUDGETS ANNEXES

Ressources (y compris fonds de concours)	2 352
Dépenses (y compris sur fonds de concours)	2 348
Solde des budgets annexes (D)	4

COMPTES SPÉCIAUX

RESSOURCES :

Ressources affectées (<i>aux comptes d'affectation spéciale</i>)	82 891
Remboursements des prêts et avances (<i>comptes de concours financiers</i>)	126 251
Excédent net des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	125
Ressources totales des comptes spéciaux (E)	209 267

CHARGES :

Dépenses relatives aux missions des comptes d'affectation spéciale	81 029
Dépenses relatives aux missions des comptes de concours financiers	127 253
Charges des comptes spéciaux (F)	208 282
Solde des comptes spéciaux (G = E-F)	985

SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C+D+G)	-107 678
--	-----------------

[*] Le montant est arrondi au million d'euros, ce qui explique qu'il n'est pas égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.



Crédits de paiement ouverts par mission en 2019 *

(art. 99, 100 et 101 de la loi de finances initiale pour 2019)

en millions €

MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Action et transformation publiques	312
Action extérieure de l'État	2 873
Administration générale et territoriale de l'État	2 836
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	2 922
Aide publique au développement	3 078
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	2 302
Cohésion des territoires	16 390
Conseil et contrôle de l'État	681
Crédits non répartis	177
Culture	2 930
Défense	44 354
Direction de l'action du Gouvernement	1 326
Écologie, développement et mobilité durables	12 166
Économie	1 940
Engagements financiers de l'État	42 471
Enseignement scolaire	72 760
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	10 442
Immigration, asile et intégration	1 688
Investissements d'avenir	1 050
Justice	9 057
Médias, livre et industries culturelles	579
Outre-mer	2 576
Pouvoirs publics	991
Recherche et enseignement supérieur	28 147
Régimes sociaux et de retraite	6 284
Relations avec les collectivités territoriales	3 439
Remboursements et dégrèvements	135 883
Santé	1 421
Sécurités	20 135
Solidarité, insertion et égalité des chances	23 899
Sport, jeunesse et vie associative	990
Travail et emploi	12 451

Total pour le budget général (A)

468 550

MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	2 122
Publications officielles et information administrative	166
Total pour les budgets annexes (B)	2 288

MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

Aides à l'acquisition de véhicules propres	264
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 297
Développement agricole et rural	136
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 710
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	483
Participation de la France au désendettement de la Grèce	126
Participations financières de l'État	10 000
Pensions	59 015
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	359
Transition énergétique	7 279
Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)	81 029

MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

Accords monétaires internationaux	-
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	11 343
Avances à l'audiovisuel public	3 860
Avances aux collectivités territoriales	110 611
Prêts à des États étrangers	1 114
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	325
Total pour les comptes de concours financiers (D)	127 253

TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)

Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours	5 396
---	--------------

Dont :

- missions du budget général	5 337
- missions de budgets annexes	59

TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)

TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)	684 516
--	----------------

* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :

- d'autorisations d'engagement (AE) ;
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2019, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.



Plafonds des autorisations d'emplois pour 2019 *

(art. 103 de la loi de finances initiale pour 2019)

EMPLOIS INSCRITS AU BUDGET GÉNÉRAL (répartis par ministère)

Action et comptes publics	123 501
Agriculture et alimentation	30 097
Armées	271 268
Cohésion des territoires	564
Culture	10 670
Economie et finances	12 608
Éducation nationale	1 024 061
Enseignement supérieur, recherche et innovation	7 298
Europe et affaires étrangères	13 598
Intérieur	287 291
Justice	86 452
Outre-mer	5 548
Services du Premier ministre	11 608
Solidarités et santé	9 519
Transition écologique et solidaire	39 373
Travail	8 852
Total pour le budget général	1 942 308

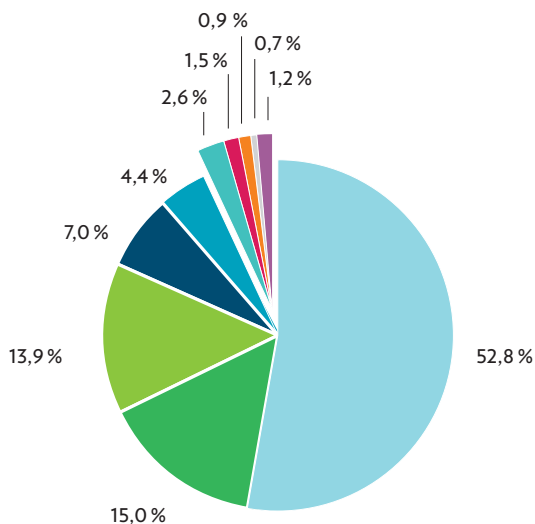
BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	10 545
Publications officielles et information administrative	663
Total pour les budgets annexes	11 208

TOTAL GÉNÉRAL	1 953 516
----------------------	------------------

* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;
- par budget annexe.

Répartition des 1 953 516 emplois de l'État autorisés pour 2019 *

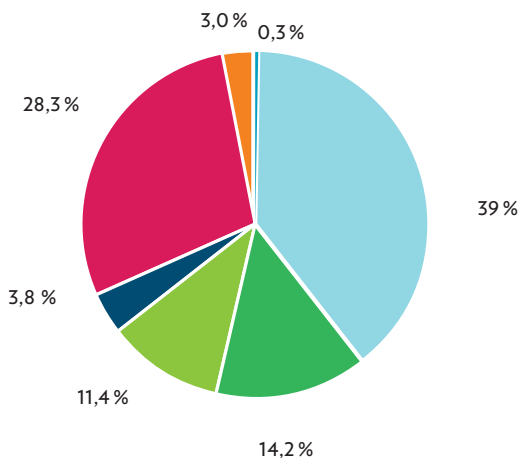


- Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche (1031,4)
- Intérieur et outre-mer (292,8)
- Armées (271,3)
- Économie, finances, action et comptes publics (136,1)
- Justice (86,5)
- Transition écologique et transports (49,9)
- Agriculture et alimentation (30,1)
- Affaires sociales, santé et travail (18,4)
- Europe et affaires étrangères (13,6)
- Autres ministères (23,4)

* Dans le graphique, l'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est le millier d'équivalents temps plein travaillé (ETPT).

Outre les 1 953 516 ETPT de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, près de 402 000 ETPT des opérateurs de l'État (art. 104 de la loi de finances initiale pour 2019), notamment les ETPT des universités et grandes écoles (environ 165 000), ceux des établissements publics de recherche (74 000), ceux de Pôle emploi (47 000), ainsi que ceux des secteurs de la culture (14 500) et de l'agriculture, agroalimentaire et forêt (14 000).

Analyse par nature des charges budgétaires de l'État pour 2019 *



- Titre 1 : Dotations des pouvoirs publics (1,0)
- Titre 2 : Dépenses de personnel (143,9)
- Titre 3 : Dépenses de fonctionnement (52,2)
- Titre 4 : Charges de la dette de l'État (42,2)
- Titre 5 : Dépenses d'investissement (13,9)
- Titre 6 : Dépenses d'intervention (104,2)
- Titre 7 : Dépenses d'opérations financières (11,2)

* Selon les titres définis par l'art. 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), montants en Md€.

Le présent graphique répartit entre titres 368,6 milliards d'euros de dépenses autorisées, qui correspondent au total des crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2019 au budget général (468,6 Md€) et sur comptes d'affectation spéciale (81,0 Md€), diminué de 135,9 milliards d'euros de dépenses de remboursements et dégrèvements d'impôts et de 45,1 milliards d'euros de crédits inscrits à la fois au budget général et au compte d'affectation spéciale relatif aux Pensions.

Rédaction : Bureau des lois de finances, direction du Budget
Maquette : Sircom - Février 2019

